

Le pétrole fait pchitt après la réunion de Doha



Les plus grands producteurs de pétrole n'ont pas réussi à se mettre d'accord hier à Doha sur un gel de leur production. Suite à l'échec de cette réunion, le réveil a dû être difficile pour certains investisseurs et hedge funds qui avaient parié des montants record sur un accord à Doha et une augmentation des cours du baril.

En réalité, cette initiative s'apparente à une gigantesque campagne de public relations qui aura permis au baril de passer de 26 à 43\$ et de rapatrier de précieux pétrodollars aux pays exportateurs.

A la base de cette initiative figurent la Russie et l'Arabie Saoudite même si les deux plus grands productions mondiaux tiennent un agenda séparé. Moscou doit impérativement compter sur une augmentation des cours pour alimenter son budget et Ryad désire freiner la progression pétrolière de son ennemi Chiite: l'Iran. Dans ce contexte, le gel de la production au niveau de janvier 2016 donnait un léger relief à ce projet bien qu'aucun mécanisme de contrôle ou de régulation n'allait contraindre les signataires de l'OPEP, le Mexique, la Norvège et la Russie.

En réalité, alors que la plupart des pays produisent à un niveau maximal, un gel de la production n'aurait eu aucun impact sur la surcapacité actuelle. De leur côté, les traders ont saisi cette opportunité pour réaliser des opérations financières en faisant grimper artificiellement les prix de plus de 50%.

En soit, l'idée et le concept de cette réunion est un réel succès pour les pays exportateurs qui ont ainsi pu rapatrier des milliards \$ sur une rumeur et un bon coup médiatique. Une farce soulignait la Commerz Bank.

Dimanche avant le début de la réunion, le baril pointait à Londres à 43.10\$ et 40.36\$ à New York. Le baril vivait sous la barre des 30\$ avant que l'idée ne jaillisse.

Arabie Saoudite - Iran: les frères ennemis

Ce qui aurait pu être le premier accord pétrolier depuis 15 ans semble avoir succombé aux rivalités entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. L'Arabie a refusé de signer un accord auquel l'Iran ne ferait pas partie même si Maohammed Bin Saleh Al-Sada, le ministre du pétrole qatari, demande « un peu plus de temps pour continuer les discussions ».

De son côté, l'Iran ne s'est pas rendu à Doha car pour le gouvernement, il n'est pas acceptable de geler sa production alors que les sanctions économiques viennent d'être levées. Au contraire, Téhéran désire augmenter ses rentrées en devises grâce à ses exportations pétrolières et espère atteindre son niveau d'avant les sanctions économiques à 4 millions de barils/jour (3,2 aujourd'hui).

L'Arabie Saoudite en mutation

Ce résultat montre également une querelle interne entre l'indétrônable ministre Saoudien du pétrole Ali al Naimi favorable à un accord et le nouveau Prince Mohammed bin Salman qui refuse toute signature sans implication effective de Téhéran. Ce bras de fer interne pourrait voir l'actuel CEO de Saudi Aramco, Khalid Al Falih reprendre les rênes pétroliers du royaume.

En opposition avec l'actuel ministre du pétrole et une partie de la famille royale, le Prince Salman désire voir diminuer l'impact de l'or noir sur son pays et substituer cette activité par d'autres industries dont les énergies renouvelables.

Et maintenant

A court terme, certains Hedges Funds, banquiers et investisseurs vont prendre des aspirines pour diminuer leurs maux de tête et regarder le pétrole repartir à la baisse, eux qui avaient misé des sommes colossales sur une hausse.

Cependant, la surproduction temporelle mondiale actuelle devrait diminuer de manière naturelle grâce à la fermeture des gisements non rentables et la faillite de nombreuses entreprises actives notamment dans le schiste américain. De plus, avec les mois chauds qui arrivent, l'Arabie Saoudite va détourner la moitié de ses exportations vers sa consommation interne et

ses gourmands systèmes de climatisation.

Mais d'ici là, les ministres des budgets de certains pays producteurs de pétrole vont devoir jongler avec leurs chiffres.

Du côté de l'économie mondiale, toute baisse du pétrole est à considérer comme une providence et un accélérateur de croissance bien que depuis juin 2014, ce phénomène a un peu de peine à s'installer.

Mais il faut se dépêcher car le tic-tac de la prochaine poussée de fièvre du baril pointe déjà le bout de son nez, avec où sans succès à Doha.

{rokcomments}